

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 13 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12 mai 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM)

RTE DE RODERN
68750 Bergheim

Références : 0006702033_2022_05_12_RMB_casier_3_Insp
Code AIOT : 0006702033

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2022 dans l'établissement RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM) implanté RTE DE RODERN 68750 Bergheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée pour la réception du nouveau casier de stockage n°3.

Les constats ont été effectués sur la base des documents remis par l'exploitant au service de l'inspection, qui sont :

- le dossier de conformité réglementaire du 24 avril 2022,
- le dossier des ouvrages exécutés du 9 novembre 2021,
- le rapport de contrôle extérieur du 1^{er} avril 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM)
- RTE DE RODERN 68750 Bergheim
- Code AIOT : 0006702033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RMB exploite une installation de stockage de déchets non dangereux issus de son centre de tri.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- réception du casier de stockage n°3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Barrière de sécurité passive reconstituée	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Fiabilité du dossier	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20-1	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Barrière de sécurité passive reconstituée	Arrêté Préfectoral du 10/10/2011, article 5.2.1	Sans objet
3	Composition du fond et flanc de casier	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués par l'inspection de l'environnement au cours de ce contrôle révèlent deux non-conformités relatives au même point à savoir l'absence d'étude de stabilité des flancs des casiers. Ces constats nécessitent une réponse de la part de l'exploitant dans un délai d'un mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Barrière de sécurité passive reconstituée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2011, article 5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, barrière de sécurité passive reconstituée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>Le fond et les flancs de l'excavation qui constituent la barrière de sécurité passive, doivent normalement présenter, de haut en bas, une perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 m et inférieure à 1×10^{-6} m/s sur au moins 5 m.</i> [...]
Constats : La barrière géologique ne répondant pas naturellement aux conditions précitées à l'article 8. Une barrière de sécurité passive reconstituée (BSP) a été mise en place. Le rapport de contrôle extérieur, indique que l'épaisseur de la barrière de sécurité passive reconstituée (BSP) est supérieure à 1 mètre sur les flancs et en fond de forme du casier. Elle remonte sur une hauteur de deux mètres au niveau des flancs. La BSP est réalisée en argile ayant une perméabilité de $2,33.10^{-10}$ m/s, valeur conforme à l'article 5.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2011. Elle est complétée par une barrière passive renforcée en fond et en talus par un géosynthétique bentonitique de perméabilité inférieure à 2.10^{-11} m/s et une géomembrane.
Type de suites proposées : sans suites
Proposition de suites : sans

N° 2 : Barrière de sécurité passive reconstituée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Composition du fond et flanc de casier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. L'étude de stabilité est jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter.</i>
Constats : Les différents documents présentés par l'exploitant ne font pas mention de l'étude de stabilité des flancs. La pente du casier est de 2 pour un (2 en horizontale et 1 en verticale). L'exploitant transmettra dans un délai d'un mois l'étude de stabilité à l'inspection des installations classées.
Observations : Les casiers 2 et 4 ont été réceptionnés avec des pentes identiques. Le service de l'inspection n'a pas eu connaissance à ce jour de problème associé à la stabilité des flancs pouvant diminuer l'efficacité de la barrière passive.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Composition du fond et flanc de casier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>I. - Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé "barrière de sécurité active". Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine. Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.</i> <i>II. - En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10-4 m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.</i> <i>III. - Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane. Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</i>
Constats : Une barrière de sécurité active a été mise en place sur le fond et les flancs de casier. Elle est constituée de : <ul style="list-style-type: none">• géotextile 1000g/m²,• géomembrane PeHD d'épaisseur 2,00 mm,• géosynthétique bentonitique. Les fiches techniques de ces produits sont présentes dans le dossier des ouvrages exécutés (DOE). Les caractéristiques physiques de celles-ci correspondent aux attentes du point I. La géomembrane est composée de plusieurs laies assemblées par soudure. Un plan répertorie les différentes laies, les soudures et les points singuliers. Les zones où sont soudées plus de deux laies forment l'ensemble des points singuliers. Les soudures ont été vérifiées par la mise en pression du canal central pour l'ensemble des soudures sauf pour points singuliers où la vérification a été faite par les tests de la cloche à vide et la pointe sèche. Les fiches de contrôles ne font pas état de soudures défectueuses. Une liste des personnes étant intervenues sur le site est présentée dans le dossier. Elle atteste de l'habilitation de ces personnels à l'application de géomembranes, par un organisme extérieur à l'entreprise, agréé COFRAC. Les profils en travers issus du DOE montrent une épaisseur de 50 cm de matériaux drainant de composés de granulats 15/25 mm roulés. La perméabilité du matériau est estimée à 6,3 m/s. La pente du fond de casier dirige les lixiviats vers un collecteur relié à un bassin de stockage. Un géotextile a été posé entre la géomembrane et la couche de drainage. Le dispositif d'étanchéité est recouvert d'un géotextile sur les flancs du casier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Fiabilité du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20-1
Thème(s) : Risques chroniques, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <i>III. - Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.</i> [...]
Constats : L'exploitant a fait parvenir au service des installations classées, par courriel le 22 avril 2022, le rapport de contrôle extérieur daté du 1 avril 2022. Le rapport comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">• la synthèse des travaux de mise en œuvre de la géomembrane et de son assemblage avec les tests d'étanchéité de celle-ci ;• le descriptif du réseau de collecte gravitaire des lixiviats ;• le plan de recollement de la barrière passive ;• le plan des terrassements du casier n°3 ;• le plan du casier n°3 . Les différents documents présentés par l'exploitant ne font pas mention de l'étude de stabilité des flancs (article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016).
Observations : se reporter aux observations et demandes émises au constat n°2
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois